

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20251009-DEC-DAEN1098 EN DATE DU 20 NOV. 2025
PORTANT MISE EN DEMEURE**

DE LA SOCIÉTÉ LABORATOIRE OXENA, DONT LE SIÈGE SOCIAL EST SITUÉ À 128
AVENUE CHÂTEAU FLEURY À ROMANS-SUR-ISERE (26 100)
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE
STOCKAGE/CONDITIONNEMENT D'EAU DE JAVEL EXPLOITÉES ZI DE LA MOTTE, RUE
MARC SEGUIN
À PORTES-LES-VALENCE (26 800)

La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 30 juillet 2025 nommant Mme Marie-Aimée GASPARI, préfète de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 février 2022 à la société LABORATOIRE OXENA sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE (26 800), ZI de la Motte, Rue Marc Seguin concernant notamment les rubriques 4510 et 4741 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Rubrique ICPE et régime*	Intitulé de la rubrique	Volume d'activité [...]
4510-1 (A) SEVESO seuil haut	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 100 t	455 t d'eau de javel à 12,5 % et 9,6 % + 30 t d'autres produits Quantité totale susceptible d'être présente = 485 t

Rubrique ICPE et régime*	Intitulé de la rubrique	Volume d'activité [...]
4741-1 (A) SEVESO seuil haut	Les mélanges d'hypochlorite de sodium classés dans la catégorie de toxicité aquatique aiguë 1 [H400] contenant moins de 5 % de chlore actif et non classés dans aucune des autres classes, catégories et mentions de danger visées dans les autres rubriques pour autant que le mélange en l'absence d'hypochlorite de sodium ne serait pas classé dans la catégorie de toxicité aiguë 1 [H400]. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t	voir annexe « informations sensibles – données non communicables au public » [...]

VU l'article 1.5.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :
« [...] Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à trois millions sept cent vingt-sept mille euros (3 727 000 € TTC). L'indice TP01 pris en compte est de 717,5 (12/2020). »

VU l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :
« [...] Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement. »

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 24/10/2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriels en date du 03/11/2025 et du 05/11/2023 à l'occasion de la phase de contradictoire ;

VU le rapport du 07/11/2025 de l'inspection du 04/11/2025 indiquant que les quantités stockées dépassent toujours les seuils autorisés ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 25/09/2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- Les quantités de produits dangereux pour l'environnement, stockées, sont nettement supérieures aux quantités autorisées. L'exploitant ne respecte pas les quantités maximales autorisées pour les rubriques 4510 et 4741.
- L'exploitant n'a pas transmis l'attestation de renouvellement de ses garanties financières qui ont expiré depuis le 24/02/2025. Il ne dispose donc pas de garanties financières ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 04/11/2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- L'état des stocks du 04/11/2025 indique la présence de quantités d'eau de javel supérieures au seuil de l'autorisation. De plus, l'état des stocks ne prend pas en compte la présence d'au moins 120 m³ de produits contenant de l'eau de Javel situés à l'extérieur ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a transmis lors du contradictoire susvisé des éléments portant sur le refus de plusieurs organismes d'assurances de se porter garant pour les garanties financières ;

CONSIDÉRANT que les dangers présentés par l'excès de produits très dangereux pour l'environnement ne sont pas pris en compte dans l'étude de dangers et dans le dimensionnement des barrières de protection et notamment des rétentions ;

CONSIDÉRANT que cet excès de produits très dangereux pour l'environnement peut conduire à un épandage majeur qui pourrait ne pas être maîtrisé et engendrer une pollution des sols et des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que cet excès de produits très dangereux pour l'environnement peut augmenter les distances d'effets des fumées toxiques en cas d'incendie ;

CONSIDÉRANT que l'absence de garanties financières au titre du classement SEVESO seuil haut entrave la possibilité de l'Etat de faire appel à ces garanties financières dans le but de s'assurer de la surveillance et du maintien en sécurité de l'installation ainsi que l'intervention en cas d'accident ou de pollution ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 1.1.4, 1.5.2 et 1.5.4 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LABORATOIRE OXENA de respecter les prescriptions des articles 1.1.4, 1.5.2 et 1.5.4 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société LABORATOIRE OXENA (n° SIRET : 800 291 437 00021) exploitant des installations classées sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE (26 800), ZI de la Motte, Rue Marc Seguin, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 1.1.4 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure en respectant les quantités maximales autorisées sous les rubriques 4510 et 4741.

Article 2 :

La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.5.2 et 1.5.4 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure en transmettant une attestation du renouvellement des garanties financières d'un montant minimal de 3 727 000 €.

Article 3 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 5 :

Le présent arrêté est notifié à la société LABORATOIRE OXENA. Une copie du présent arrêté sera déposé en mairie de PORTES-LES-VALENCE et tenu à la disposition du public. Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Drôme (www.drome.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, la maire de la commune de PORTES-LES-VALENCE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **20 NOV. 2025**

La Préfète,



Marie-Aimée GASPARI